

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 02/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DOMITIA GRANULATS

Chemin de Bizanet
Lieu-dit Ste Croix
11100 Montredon-Des-Corbières

Références : UID11/66-C3-2026-157
Code AIOT : 0006600098

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement DOMITIA GRANULATS implanté Combe Negre 11510 Caves. L'inspection a été annoncée le 29/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DOMITIA GRANULATS
- Combe Negre 11510 Caves
- Code AIOT : 0006600098
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DOMITIA GRANULATS est autorisée à exploiter une carrière de calcaire à ciel ouvert sur le territoire de la commune de Caves dont l'autorisation a été renouvelée pour une durée de 30 ans à compter du 23 avril 2025. La production moyenne autorisée est de 200 000 tonnes par an.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	ravitaillement et l'entretien des engins	AP de Mise en Demeure du 10/08/2023, article 1	Levée de mise en demeure
2	limites du périmètre	AP de Mise en Demeure du 10/08/2023, article 1	Levée de mise en demeure
3	'impact paysager	Arrêté Préfectoral du 23/04/2025, article 1.12.6	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a corrigé les non-conformités mentionnées dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure daté du 10 août 2023, notamment en demandant une modification du périmètre ICPE autorisé et de la hauteur maximale de la verse à stériles lors du renouvellement de l'autorisation environnementale en 2025.

Certaines informations réglementaires sont manquantes dans le plan d'exploitation qui devra être mis à jour par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : ravitaillement et l'entretien des engins

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/08/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, aire étanche
Prescription contrôlée : Prévention des pollutions accidentelles : I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté une aire étanche constituée d'une dalle béton, à proximité du réservoir de carburant. La dalle est inclinée vers une rigole qui dirige les eaux vers un débourbeur déshuileur, avant rejet dans le milieu naturel. L'exploitant a déclaré que les équipements n'avaient pas encore servi.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : limites du périmètre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/08/2023, article 1
Thème(s) : Autre, bords des excavations
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 m (10 mètres minimum) des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Dans sa demande, déposée en juin 2024, de renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière de Caves, l'exploitant a proposé de modifier les limites du périmètre autorisé de l'ICPE. L'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation de la carrière, délivré le 23 avril 2025, modifie le périmètre ICPE en englobant les limites des excavations et des stocks afin qu'ils se situent à plus de 10 m des limites du périmètre sur lequel porte cette nouvelle autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Impact paysager

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2025, article 1.12.6
Thème(s) : Autre, verse temporaire
Prescription contrôlée : Les stériles sont stockés sur la verse temporaire prévue à cet effet et déjà existante au nord-est du site (à une cote inférieure à 150 m NGF pour limiter l'impact paysager) pendant le démarrage de la reprise de l'exploitation.
Constats : Dans sa demande, déposée en juin 2024, de renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière de Caves, l'exploitant a proposé de modifier la hauteur maximale du point le plus haut de la carrière en portant la hauteur de la verse de 140 m NGF à 150 m NGF. L'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation de la carrière, délivré le 23 avril 2025, modifie la hauteur du point le plus haut de la carrière avec une cote à 150 m NGF pour limiter l'impact paysager du stockage des stériles sur la verse temporaire pendant le démarrage de la reprise de l'exploitation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra s'assurer que la hauteur de la verse n'excède pas 150 m NGF tout au long de l'exploitation et 140 m NGF à la fin des opérations de remise en état du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure